

DEFENDRE LE KURDISTAN contre l'occupation turque

Nous - près de 150 politiciens et politiciennes, dans la défense des droits humains, journalistes, universitaires, parlementaires, militants et militantes politiques, écologistes et féministes de toute l'Europe - suivons de près les dangereux développements résultant des attaques de la Turquie contre le Kurdistan du sud (Nord de l'Irak) depuis le 23 avril 2021. Par conséquent, nous nous sommes réunis à Erbil aujourd'hui et avons décidé que nous devons nous exprimer.

C'est donc d'une seule voix unie et d'une clarté morale que nous souhaitons condamner sans équivoque l'occupation continue du Kurdistan du Sud par l'armée turque et être solidaires du peuple et des forces de résistance kurdes dans la protection de leur patrie.

En avril, l'Etat turc a lancé une nouvelle campagne militaire de grande envergure dans les régions de Matina, Zap et Avashin. De lourdes batailles se poursuivent dans ces régions, les forces de la guérilla kurde résistant farouchement à cette invasion illégale. Ces attaques à grande échelle visent non seulement les forces de guérillas kurdes, mais aussi les réalisations du peuple kurde, dans le but d'occuper le Kurdistan du sud. Jusqu'à présent, la réponse à ces attaques au niveau international a malheureusement été silencieuse. Profitant de ce silence, le régime turc a mis en place son plan d'occupation de l'ensemble du Rojava (la région du nord et de l'est de la Syrie) aux côtés du Kurdistan du sud. Ce faisant, la Turquie est déterminée à procéder à un nettoyage ethnique de cette vaste zone - longue de 1400 km - du nord-ouest de la Syrie à la frontière irako-iranienne. Dans le même temps, la Turquie mène une guerre de drones contre le camp de réfugiés de Maxmur, ce qui constitue une violation flagrante du droit international. En lien avec cette politique de nettoyage ethnique, l'armée turque espère également dépeupler la région de Sinjar, où vivent les Yézidis, et réaliser ainsi ce que Daech n'a pu faire.

Depuis l'été 2012, les Kurdes du Rojava et du nord-est de la Syrie travaillent main dans la main avec les communautés locales d'Arabes, d'Assyriens, de Turkmènes et d'Arméniens. Ils ont mené ensemble une révolution qui a abouti à la création d'une administration autonome, démocratique et basé sur l'égalité de genre. En réponse, la Turquie a utilisé des militants djihadistes pour attaquer directement ces régions du Rojava, notamment Afrin, Azaz, Jarablus, Sere Kaniye et Gire Spi (Tal Abyad), dans l'espoir d'occuper et de détruire les réalisations de cette administration dirigée par des femmes. Au cours de ces occupations, la Turquie a provoqué des changements démographiques, des viols systématiques et l'esclavage des femmes, entraînant des déplacements massifs de la population kurde et d'autres populations civiles, dans le cadre de sa stratégie de turquification et d'annexion de ces terres.

Et les problèmes ne se posent pas seulement à l'étranger. En fait, le dernier exemple de l'hostilité implacable d'Erdoğan à l'égard des acquis politiques et sociaux kurdes provient de l'intérieur même de la Turquie, et de sa tentative de fermer le Parti démocratique des peuples (HDP). Il s'agit de la dernière étape d'une campagne menée depuis des années contre le HDP - une alliance progressiste de partis, d'organisations et d'individus kurdes, turcs et de nombreux

autres partis démocratiques - qui a conduit à l'emprisonnement de plus de dix mille membres du HDP.

Malheureusement, le gouvernement régional du Kurdistan (KRG) et le gouvernement irakien n'ont pas fait grand-chose pour arrêter la tentative d'occupation de la Turquie. En particulier, il a été décevant pour nous de voir comment les responsables du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) ont même essayé de légitimer l'occupation turque. Quelle que soit la pression économique d'Ankara, le PDK ne doit pas se laisser transformer en mandataire de la Turquie, car les conséquences de cette guerre peuvent être graves pour l'ensemble du Kurdistan et de la région.

Le monde doit également reconnaître que la Turquie tente de perpétrer un génocide contre le peuple kurde. Et ce n'est que le mouvement de résistance kurde qui empêche l'occupation totale du Kurdistan et l'anéantissement des droits politiques des Kurdes. La résistance armée actuelle à Zap, Avashin et Metina a fait du Kurdistan un bastion de la défiance, non seulement pour les Kurdes, mais aussi pour tous les peuples de la grande région menacée par l'expansionnisme néo-ottoman turc. À cette fin, le président turc Erdoğan n'a jamais caché son ambition de restaurer la gloire perdue de l'Empire ottoman en reconquérant son ancien territoire.

À ce titre, parallèlement aux campagnes militaires turques contre les Kurdes en Syrie, en Turquie et en Irak, Erdoğan s'est ingéré dans diverses zones de conflit, notamment en Libye, en Artsakh/Azerbaïdjan, au Yémen, au Niger, au Nigeria, au Tchad, au Soudan, en Somalie et au Liban. Il a également proféré des menaces à l'encontre de nombreux pays, tels que la Grèce, Chypre, l'Arménie, l'Égypte, les Émirats arabes unis et la France.

Nous devons également reconnaître que le régime d'Erdoğan a une longue expérience du financement, de l'armement et du soutien de Daech et de divers autres groupes djihadistes violents similaires, les utilisant officiellement et officieusement comme des forces par procuration pour accroître l'influence de l'État turc à l'étranger. Lors du récent conflit en Artsakh impliquant l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Turquie, Erdoğan a envoyé des centaines de combattants djihadistes depuis la Syrie pour soutenir l'Azerbaïdjan et a également envoyé ces combattants en Libye pour participer au conflit prolongé du pays. Par ces actions, la Turquie viole la souveraineté d'autres pays et répand son terrorisme mercenaire dans le monde entier.

Erdoğan est bien conscient de la position géopolitique unique de la Turquie et l'exploite à son avantage. Il sait que son armée, la deuxième plus importante de l'OTAN, est une force redoutable et un rempart contre l'"Occident". Ainsi, l'État turc, sous son règne, continue à défier ouvertement et systématiquement le droit international et à violer les conventions relatives aux droits humains. La Turquie viole continuellement la souveraineté de nombreux pays. Pendant ce temps, l'OTAN, les Nations unies, l'Union européenne et le Conseil de l'Europe répondent tous par un silence assourdissant. Mais la communauté internationale doit être guidée par la moralité et non par la géostratégie. Et leur incapacité à contester l'autoritarisme et les crimes de guerre d'Erdoğan, lui donne effectivement la permission de

poursuivre son agression militaire. En retour, cela fait également d'eux des conspirateurs en partie responsables de sa destruction en cours.

Nous proclamons donc une initiative internationale DEFENDRE LE KURDISTAN contre l'occupation turque !

Afin d'obtenir l'arrêt immédiat des attaques turques sur le Kurdistan du sud et le retrait de toutes les troupes turques et des mercenaires islamistes, nous demandons ce qui suit :

- Arrêtez l'occupation turque, le changement démographique, l'instabilité et la campagne de nettoyage ethnique au Kurdistan du Sud.
- Arrêtez la destruction et l'exploitation de la nature du Kurdistan.
- Aucune complicité des puissances internationales et régionales dans le génocide kurde.
- Soutien de tous les partis, institutions et peuples kurdes à la résistance de la guérilla et à leur position unie contre l'occupation turque.
- Non au projet expansionniste néo-ottoman d'Erdoğan dans tout le Moyen-Orient et la Méditerranée orientale.